

## L'Assemblée générale de la CCIG du 20 avril sera virtuelle



Vincent Subilia, Directeur de la CCIG.

Crise sanitaire oblige, la **CCIG**, montre son agilité pour son Assemblée générale (AG), un des temps forts de l'année pour elle. Elle maintient donc le 20 avril son AG à l'horaire, mais virtuellement, en streaming. Seul le dîner est ajourné. Et le vote de ses 2500 membres et 25 entreprises partenaires aura lieu, grâce à la technologie blockchain, avec le soutien de la start-up genevoise Cryptolex.

«Avec la blockchain, le vote se fait instantanément et remplace la main levée. De plus, le vote, unique, qui correspond à un jeton unique, ne peut pas être modifié. C'est la même logique que le e-voting à la différence près qu'avec le registre public décentralisé (DLT), le hacking devient quasi impossible car ce jeton est inscrit sur plusieurs milliers de serveurs (DLT)», précise Vicken Bayramian, cofondateur de Cryptolex à Genève, qui a été contacté par des grands groupes en Suisse romande pour assurer le vote sur la blockchain lors de leur prochaines assemblées générales.

Genève est l'une des places fortes, grâce notamment à la technologie mise en place par Cryptolex, un des membres de la CCIG, qui devient ainsi très certainement la première Chambre de commerce au monde à utiliser la blockchain pour son système de vote en ligne et l'une des premières institutions genevoises et suisses à y recourir. L'ordre du jour reste inchangé. Pour effectuer ce vote, chaque entreprise membre se verra attribuer un code d'accès avec lequel elle pourra directement voter en ligne depuis le site Internet dédié.

### Une Chambre de commerce 4.0

Parmi les nouvelles prestations qu'offrira la CCIG figure le lancement d'une place de marché digitale, permettant à ses membres de communiquer et d'échanger offres de biens et services.

«Une preuve de notre mutation vers la Chambre 4.0», s'enthousiasme **Vincent Subilia**, directeur général de la CCIG qui, face à cette crise aiguë provoquée par le coronavirus, tire le meilleur parti de l'outil numérique.

Si la dimension humaine reste au cœur de ses préoccupations, l'élément de convivialité du dîner de l'AG n'aura pas lieu le 20 avril, en raison des mesures de semi-confinement en lien avec la crise sanitaire.

«Accélérée par le Covid-19, la Chambre fait un saut quantique dans la modernité en créant un one-stop-shop, guichet virtuel présentant l'ensemble de la gamme des prestations de la

<http://www.agefi.com/home/entreprises/detail/edition/online/article/avec-le-soutien-de-criptolex-la-ccig-organisera-le-vote-de-ses-2500-membres-grace-a-la-technologie-blockchain-loccasion-de-revenir-sur-une-annee-tres-riche-pour-la-maison-de-leconomie-495341.html>

Chambre, et mettant ses membres à l'honneur. Cette place de marché numérique agira comme un club d'affaires, générant un sentiment fort d'appartenance, ADN de notre Chambre, que j'aime qualifier de PME de 155 ans avec un esprit start-up. Rendez-vous à l'AG pour marquer le pas vers la modernité et le vote via la blockchain», précise Vincent Subilia, pour qui son entreprise centenaire veut répondre aux besoins les plus contemporains.

Autre service qui sera lancé à l'occasion de ce 155ème anniversaire, un dispositif très élaboré de veille stratégique, en collaboration avec Geneva Intelligence, qui permettra d'offrir une grille de lecture des enjeux économiques à ses membres.

«Data is the new oil; mais trop d'information tue l'information – il faut donc être ciblé, pour demeurer pertinent et apporter une réelle valeur ajoutée à nos membres. Notre accent est également mis sur la pédagogie économique (business literacy); de façon à ce que la population soit réceptive aux enjeux économiques, il est impératif de les expliciter, sans dogmatisme, ni populisme. A ce titre, la Chambre a consolidé son équipe de communication et lance plusieurs initiatives didactiques destinées au grand public – à l'instar de l'émission Parlons économie, que nous animons chaque semaine sur les ondes de Radio Lac, précise-t-il.

## **Un partenaire de confiance face à la crise**

En cette période de crise économique aiguë, la CCIG a pleinement joué son rôle de partenaire de confiance des entrepreneurs genevois en initiant et soutenant un grand nombre de démarches effectives. Elle s'est associée lundi à la Chambre de l'économie sociale et solidaire (APRÈS-GE) et la Fédération des entreprises romandes Genève (FER Genève), sous l'impulsion du Département du développement économique (DDE), l'Etat, qui a lancé lundi une initiative inédite dans le contexte de la crise du coronavirus. Avec comme objectif d'obtenir du Conseil fédéral une extension des mesures de soutien à toutes et tous les indépendants du pays, ainsi qu'aux PME.

«Nos mesures concrètes pour lutter contre cette crise s'articulent entre une RHT élargie à un plus grand nombre de types de bénéficiaires, la prorogation de la dette fiscale, le paiement rapide des créances de la part de l'Etat à ses prestataires ou encore la fluidification de l'accès au canton pour les frontaliers. Nous sommes actifs, voire pro-actifs, dans notre contribution à l'effort collectif tant au niveau cantonal que fédéral. Nous avons mis sur place une hotline pour nos membres. C'est notre mission, notre raison d'être: facilitateur, intermédiaire», aime rappeler le directeur de la CCIG, très sollicité et qui planche sur le dossier brûlant des indépendants, les parents pauvres de la crise sanitaire, tout en initiant également une opération sur le plan sanitaire avec la Chambre de commerce Suisse-Chine pour approvisionner les structures de santé latines en matériel de protection médicale.

Observatrice en première ligne, la CCIG - association privée -, qui émet tous les documents d'exportation, subit une contraction massive de ses recettes et fait également les frais de la conjoncture. Si sa situation financière est solide, son statut d'association privée l'encourage à diversifier ses sources de revenus, pour faire face aux contractions économiques. Cela étant, la direction de la CCIG, constituée de **Nathalie Hardyn** (directrice politique), **Alexandra Rys** (directrice communication et événements) et **Patrick Bartolo** (directeur administratif), a décidé de maintenir ses collaborateurs à 100% et donc de ne pas recourir à la réduction horaire du travail (RHT), à ce stade.